

Lutte contre le tabagisme: Enjeux prioritaires

Flory Doucas, B.Sc., D.E.S.S Environnement et prévention
Codirectrice et porte-parole
Coalition québécoise pour le contrôle du tabac



Rencontre des conseillers et collaborateurs
des CAT de la Montérégie

Longueuil, 13 septembre 2019

Note : Présentation
faite par la CQCT
aux conseillers des
Centres
d'abandon du
tabagisme (CAT)
de la Montérégie

1

Plan des présentations

1. Contexte
2. Présentation de la Coalition
3. Fin du marketing conventionnel pour les produits du tabac (emballage neutre et autres éléments de standardisation)
4. Descriptions et enjeux entourant les nouveaux produits
 - Réduction des méfaits vs augmentation du bassin de consommateurs ?
 - Cigarettes électroniques
 - Produits de tabac chauffé
 - Autres produits (sachets de nicotine, etc.)
5. Enjeux fiscaux
 - Taxe spécifique sur le tabac (taxe-tabac du Qc)
 - Segmentation des marques par prix
 - Manipulation des prix (temps et espace)
 - Régulation des prix et solutions préconisées

2

Une épidémie industrielle

« Imperial Tobacco Canada et les autres Compagnies, par le biais du Conseil canadien des fabricants de produits du tabac (CTMC) et directement, ont commis des fautes outrancières du fait de déclarations publiques qu'elles savaient fausses et incomplètes à propos des risques et dangers du tabagisme. »

Juge Riordan, 2015 QCCS 2382 (paragr. 269)

« Les compagnies ont conspiré pour empêcher le public de prendre connaissance des dangers inhérents au tabagisme et, ce faisant, elles ont commis une faute, une faute distincte – et plus grave – que leur défaut d'informer. »

Juge Riordan, 2015 QCCS 2382 (paragr. 459)

Jugement de Cour Supérieure du Québec dans
« *Létourneau c. JTI-MacDonald Corp.*, », 27 mai 2015.
(Traduction libre)
<http://www.cqts.qc.ca/recours/wp-content/uploads/2015/06/AA-Jmt20150527.pdf>

« La réaction de l'industrie canadienne du tabac, à travers le Conseil canadien des fabricants des produits du tabac (CTMC), a été de continuer à poursuivre ses efforts, non seulement pour cacher la vérité au public, mais, aussi pour retarder et diluer au maximum possible les mesures que le Canada souhaitait appliquer pour mettre en garde les consommateurs contre les dangers du tabagisme. »

Juge Riordan, 2015 QCCS 2382 (paragr. 463)

« Durant les presque cinquante années de la période considérée, et durant les dix-sept ans depuis lors, les compagnies ont gagné des milliards de dollars aux dépens des poumons, des gorges et du bien-être général de leurs clients. Si les compagnies sont autorisées à s'en tirer indemnes maintenant, quel serait le message envoyé aux industries qui aujourd'hui ou demain feraient face à un conflit moral semblable ? »

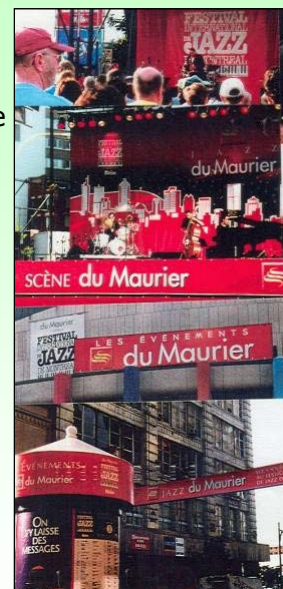
Juge Riordan, 2015 QCCS 2382 (paragr. 1037)

9

Note : La CQCT explique que le MSSS a "organisé les appuis sur le terrain politique", autrement dit, qu'elle a mis sur pied un groupe façade pour faire de la politique par tiers interposé.

2) CQCT - historique

- **Baisse radicale des taxes sur le tabac en 1994**
- **Réseau de la santé publique: reconnaît le besoin d'organiser les appuis sur le terrain politique**
- **Financement d'un mouvement par 18 DSP et le MSSS**
- **Lancement en juin 1996 à Montréal**
- **Le Québec était alors le « cendrier » de l'Amérique du Nord**



Images Info-tabac

C'est cette même diapositive obtenue via une demande d'accès à l'information d'un tiers qui nous a mis sur la piste.

10

CQCT - mobilisation

- **450 endosseurs** (liste n'est pas jour depuis la réorganisation du système de santé)

Appels à l'action :

- la CQCT informe et consulte les groupes clés (noyau stratégique)
- la CQCT **identifie le moment, la cible, la nature et le contenu des actions**
- la CQCT **fournit tous les outils possibles** pour faciliter le travail
- la CQCT **multiplie l'impact des actions**

Réseau d'endosseurs :

- les endosseurs sont **libres de répondre ou non** certaines **contraintes liées à la nature** des organisations (ex. instances paragouvernementales)

Note : Le noyau clé comprend les quelques organisations proches du gouvernement qui savent que la CQCT est une entité de l'État. Leur liste apparaît dans la liste des endosseurs datée de 1996.

11

CQCT – types de mobilisation

- participation à des événements médiatiques
- tenue d'événements
- envoi de lettres, de communiqués ou de mémoires
- signature de déclarations conjointes (lettres ouvertes, publicités)
- diversification des porte-parole (victimes du tabac, victimes de la fumée secondaire, intervenants médicaux, parents, etc.)
- actions de chien de garde

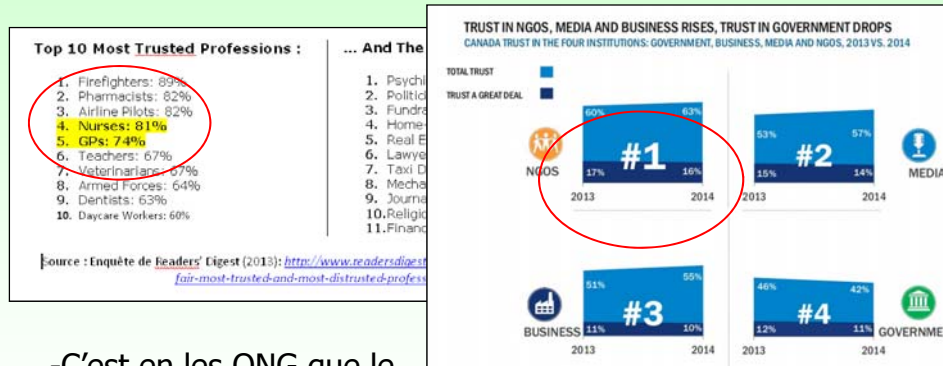


Note : 100% des activités de la CQCT sont politiques et orientées vers du lobbying et 100% de son financement est assuré par le MSSS. Les lobbyistes de la CQCT peuvent ainsi se consacrer à temps plein à faire du lobbying sans se soucier de financement et sans dépenser d'énergie ou de temps à ce chapitre, ce qui leur donne un avantage indu sur leurs opposants.

12

Rôle des intervenants de la santé

Les professionnels de la santé sont les porte-parole les plus crédibles auprès du public (*On s'entend que les pompiers et pilotes ne prennent pas souvent part aux débats publics de société!*)



-C'est en les ONG que le public a *le plus* confiance

Note : La CQCT agit comme l'agence de lobbying du réseau de la santé et, à ce titre, a pour mission de tirer profit de la très grande crédibilité des professionnels de la santé (auxquels ils ont librement accès) pour déployer une plus grande force de frappe de lobbying.

13

Activités de surveillance de l'industrie et de ses tactiques:

LA PRESSE LUTTE CONTRE LE TABAGISME
L'ASSOCIATION DES DÉPANNÉURS FINANCÉE PAR LES CIGARETTIERS ?
ISABELLE HACHEYLA PRESSE 5 NOVEMBRE 2015
L'Association québécoise des dépanneurs en alimentation (AQDA), qui fait campagne depuis des mois pour convaincre le gouvernement de « sauver » les cigarettes mentholées de la prohibition, refuse catégoriquement de dévoiler la proportion de son budget provenant de l'industrie du tabac.

À partir d'aujourd'hui, un groupe de députés mettra la touche finale au projet de loi 44, qui vise notamment à interdire la vente de produits de tabac aromatisés au Québec. Depuis le printemps, ces élus sont soumis aux pressions de l'AQDA, qui soutient que l'interdiction du menthol « équivalra à donner aux contrebandiers une exclusivité sur un plateau d'argent ».

Le président de l'AQDA, Michel Gadbois, utilise depuis longtemps la loi 44, qui vise notamment à interdire la vente de produits de tabac aromatisés au Québec. Depuis le printemps, ces élus sont soumis aux pressions de l'AQDA, qui soutient que l'interdiction du menthol « équivalra à donner aux contrebandiers une exclusivité sur un plateau d'argent ».

Le président de l'AQDA, Michel Gadbois, utilise depuis longtemps la loi 44, qui vise notamment à interdire la vente de produits de tabac aromatisés au Québec. Depuis le printemps, ces élus sont soumis aux pressions de l'AQDA, qui soutient que l'interdiction du menthol « équivalra à donner aux contrebandiers une exclusivité sur un plateau d'argent ».

LA COALITION NATIONALE CONTRE LE TABAC DE CONTREBANDE
Entraver la vente de cigarettes illégales au Canada.

ACTUALITÉS
Des propriétaires de dépanneurs veulent «sauver» un produit du tabac
L'Association des dépanneurs financée par les cigarettiers ?

SAUVONSLEMENTHOL.ca
AQDA

Note : Tous les opposants à leur agenda -- qu'ils émanent de la société civile ou même parmi les députés ou partis politiques -- sont ouvertement vilipendés, diabolisés et attaqués avec l'argent des contribuables.

14